

## Le crédit d'impôt (CI) en faveur de l'agriculture biologique

Mars 2022

cf. formulaire n°2079-BIO-SD : [« Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique »](#)

La loi de finances du 30 décembre 2017 proroge le crédit d'impôt (CI) en faveur de l'agriculture biologique jusqu'en 2022 sur les revenus 2021.

Ce dernier bénéficie aux entreprises agricoles, quel que soit leur régime d'imposition, ayant plus de **40 % de leurs recettes provenant d'activités relevant du mode de production AB**. Le montant du crédit d'impôt s'élève à 3 500 €.

A la différence d'un dégrèvement d'impôt, le crédit d'impôt est dû par les services fiscaux. Ainsi, si vous ne payez pas d'impôt, les services fiscaux vous font un chèque du montant du CI (pour un dégrèvement, il faut payer des impôts).

Le crédit d'impôt bio est demandé **en année N sur les revenus N-1**.

Les aides PAC bio (CAB ou MAB) de l'année antérieure, cumulées au crédit d'impôt de l'année en cours, ne peuvent pas dépasser 4 000 €.

Le dispositif de crédit d'impôt bio est prolongé jusqu'en 2022 sur les revenus 2021. A partir de 2023, il sera majoré à 4 500 € et prolongé ainsi jusqu'en 2027. [Voir note prospective.](#)

**La transparence des GAEC** s'applique pour le calcul global de CI qui est réparti ensuite par associé dans la limite de 4 associés.

**Le plafond de minimis** a été relevé de 15 000 € à 20 000 € (la transparence des GAEC s'applique également).

## Les entreprises concernées

---

Toutes les entreprises agricoles soumises à l'impôt sur le bénéfice sont concernées quel que soit leur mode d'exploitation (entreprises individuelles ou sociétés) et leur régime d'imposition (microBA, régime réel ou simplifié ou réel normal).

Le crédit d'impôt est au bénéfice des sociétaires en lien avec leur bénéfice agricole. Dans le cadre de sociétés, y compris les GAEC, il faut joindre [le formulaire Cerfa n°2069-RCI-SD](#) à la demande de crédit d'impôt.

## Nature des recettes

---

Avoir au **minimum 40 % des recettes d'exploitation** provenant d'une activité liée au mode de production biologique.

### Attention :

Le calcul des recettes s'entend du **1er janvier au 31 décembre** de l'année fiscale de demande du CI quelle que soit la date de clôture de l'exercice. Les recettes de l'AB doivent donc être reconstituées en prenant en compte cette contrainte.

**Concrètement** : pour une demande de crédit d'impôt en 2021 sur les revenus 2020, l'entreprise doit s'être engagée en AB avant le 15 mai 2020.

### Sont intégrés dans le calcul des bénéfices de l'exploitation agricoles :

- Les produits liés à son activité agricole dont la production forestière
- Les produits de champignonnières, des activités avicoles, apicole, ostréicoles, piscicole et mytilicoles, ainsi que les activités de pépiniéristes
- Les produits liés à la préparation et à l'entraînement d'équidés domestiques
- Les produits vendus pour de la biomasse sèche ou humide, les co-produits et sous-produits de l'exploitation, tout comme la production d'énergie obtenue à partir de ses sous-produits.
- Les droits à paiements et régimes de soutien dans le cadre de la PAC
- Les produits liés aux activités de courses en attelage, d'enseignement de la conduite et travail avec les chiens dont les prestations de transport ou louage de traîneaux réalisés par un professionnel ayant son diplôme « attelages canins ».
- ...

## Cas d'une entreprise bénéficiant d'aides à la conversion ou au maintien bio

---

Les exploitations bénéficiant déjà d'aides CAB et MAB ne peuvent bénéficier du CI que si le montant résultant de la somme de ces aides et du crédit n'excède pas **4 000 €** par an (année fiscale).

**C'est obligatoirement le crédit d'impôt qui est plafonné puisque les aides PAC de la campagne précédente ont déjà été versées.**

## Transparence des GAEC

---

Dans le cas des GAEC, le montant du crédit d'impôt est multiplié par le nombre d'associés dans la limite de quatre.

Le plafond de 4 000 € est multiplié de même.

**Attention :**

Le crédit d'impôt est calculé globalement par le GAEC mais chaque associé le demande individuellement. Il joint donc le calcul du crédit d'impôt bio du GAEC à sa demande de Crédit d'impôt individuel ([Cerfa n°2069-RCI-SD](#)). Le crédit d'impôt versé pour chaque associé est calculé au prorata de ses parts sociales dans le GAEC.

## Les aides de minimis

Le crédit d'impôt est soumis à la règle des aides *de minimis*.

La nature de l'aide relevant des aides *de minimis* est précisée par le règlement UE n°1408/2013, modifié par le règlement UE 2019/316 ; pour les aides agricoles, c'est le règlement UE No1535/2007 qui s'applique.

Le règlement UE 2019/316, entré en vigueur le 21 février 2019, relève le plafond total des aides *de minimis* à 20 000 € sur trois exercices fiscaux glissants (l'année de demande et les 2 précédentes), avec application de la transparence économique pour les **GAEC dans la limite de quatre**.

**Attention pour les GAEC**

Les aides *de minimis* de chaque associé sont ajoutées pour calculer les aides *de minimis* totales du GAEC. Attention, il est important concernant les aides *de minimis* agricoles de justifier leur répartition pour chaque associé (quote part des associés dans le GAEC ou divisé par le nombre d'associés).

Chaque associé demandant le CI, si un des associés dépasse les 20 000 €, son CI d'impôt sera dégrèvé d'autant.

### Liste des aides entrant dans le calcul des aides de minimis (*liste non exhaustive*) :

La nature des aides *de minimis* est très variée : fonds d'allègement des charges, prises en charge de cotisations sociales, crédit d'impôts, aides de crises... A titre d'exemple, les aides suivantes relèvent des aides *de minimis* :

- **Toutes aides notifiées à l'entreprise comme relevant des aides de minimis**
- Tous les crédits d'impôts dont : le Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, Crédit d'impôt pour le remplacement pour congés de l'agriculteur, le crédit d'impôt HVE,...
- Exonération ou dégrèvement de Taxe sur le Foncier Non Bâti proposé par certaines communes au bénéfice de l'agriculture biologique (TFNB)
- La prise en charge de cotisations sociales MSA
- Certaines aides de l'Etat (Plan de relance, Plan de soutien...),
- Certaines des aides directes du Conseil Régional ou du Conseil Départemental (aides conjoncturelles, prises en charge de taux d'intérêt...) ou de toutes autres collectivités territoriales : les aides versées pour l'installation des JA par les communautés de communes en font notamment partie.
- Remboursement partiel de taxe intérieure de consommation des produits énergétiques (TIC/TICGN) - gaz naturel, fioul lourd - au titre des années 2014 et suivantes (demandées via cf cerfa n°14902\*03, *les autres ne relèvent pas des aides de minimis*)
- Prêts de reconstitution de fonds de roulement (ou prêts de trésorerie)...

**Attention :** cette liste n'est pas exhaustive et peut varier d'une année sur l'autre en fonction des politiques publiques de l'Etat.

## Rétroactivité du crédit d'impôt

---

En cas d'oubli de demande du crédit d'impôt bio, il est possible de faire une réclamation ou un recours jusqu'au 31 décembre de la deuxième année suivant la demande de crédit d'impôt non réalisée ; comme le prévoit l'[article R\\*. 196-1 du livre des procédures fiscales \(LPF\)](#) et de l'[article R\\*. 196-2 du LPF](#), les réclamations sont recevables, sous réserve des délais spéciaux étudiés aux [BOI-CTX-PREA-10-40](#) et [BOI-CTX-PREA-20](#)

### Exemples :

- Pour un crédit d'impôt sur les revenus 2019, qui aurait dû être demandé lors de la déclaration de revenus réalisée en 2020, il est possible de le réclamer jusqu'au 31 décembre 2022. Au-delà, le crédit d'impôt 2019 sera définitivement perdu.
- De plus, si au moment de la déclaration au 15 mai de l'année N en cours, vous oubliez de demander le crédit d'impôt, vous pouvez le faire par une simple modification de votre déclaration en ligne jusqu'au 31 juillet de l'année N.

## Cumul avec d'autres dispositifs

---

### Cumul avec la CAB et la MAB

Les aides CAB ou MAB de l'année antérieure, cumulées au crédit d'impôt de l'année en cours, ne peuvent pas dépasser 4 000 € par an (année fiscale). C'est obligatoirement le crédit d'impôt qui est plafonné puisque les aides PAC de la campagne précédente ont déjà été versées.

### Cumul avec le crédit d'impôt HVE

Les exploitations détentrices d'une double labellisation AB et HVE de niveau 3 peuvent cumuler les deux crédits d'impôt dans la limite de 5 000 € par an. Dans le cas des GAEC, ce plafond est multiplié par le nombre d'associés dans la limite de quatre. Le crédit d'impôt HVE est cumulable avec les aides bio CAB et MAB sans limite.

### Pas de cumul possible avec le crédit d'impôt « « sortie du glyphosate » »

Le crédit d'impôt « sortie du glyphosate » n'est pas cumulable avec les crédits d'impôt en faveur des entreprises agricoles certifiées « Haute valeur environnementale » (HVE) ou en faveur de « l'Agriculture biologique » (AB). Il faut effectuer un choix entre ce crédit d'impôt et les 2 autres. Le CI sortie du glyphosate n'est pas cumulable avec les aides bio MAB ou CAB.

**En savoir plus :**

<https://agriculture.gouv.fr/tout-savoir-sur-le-credit-dimpot-sortie-du-glyphosate>

## Cas concrets

### A - Exploitation unipersonnelle (Earl, à titre individuelle...)

#### Cas 1 : Pas de demande d'aide bio dans le cadre de la PAC

- Aide de minimis = 6 400 €

<b>Crédit d'impôt bio avant majoration</b>	<b>3500</b>		
Monsieur X en individuel ou société	1		
Majoration crédit	3500		
Crédit d'impôt bio après majoration	3500		
<b>Aides PAC bio 2021</b>	<b>0</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement	3500		
Quote part / participation ds une société de personne	0		
Crédit d'impôt brut avant plafonnement	3500		
<b>Aides de minimis année fiscale en cours et N-2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Dégrevement MSA		500	
Crédit d'impôt BIO(N-1 et N-2)		200	200
Dégrévement taxe foncière Non bâti bio	1000	1000	1000
Aide installation Collectivité	2500		
Autres...			
<b>TOTAL Aides de minimis</b>	<b>6400</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement + aides de minimis	9900		
<b>Montant crédit d'impôt bio déclaré</b>	<b>3500</b>		
<b>Montant crédit d'impôt bio à percevoir</b>	<b>3500</b>		

- Aides de minimis > 20 000 € avec le CI bio année N

<b>Crédit d'impôt bio avant majoration</b>	<b>3500</b>		
Monsieur X en individuel ou société	1		
Majoration crédit	3500		
Crédit d'impôt bio après majoration	3500		
<b>Aides PAC bio 2021</b>	<b>0</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement	3500		
Quote part / participation ds une société de personne	0		
Crédit d'impôt brut avant plafonnement	3500		
<b>Aides de minimis année fiscale en cours et N-2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Dégrevement MSA		500	
Crédit d'impôt BIO(N-1 et N-2)		200	200
Dégrévement taxe foncière Non bâti bio	1000	1000	1000
Aide installation Collectivité	2500		
Autres...			12000
<b>TOTAL Aides de minimis</b>	<b>18400</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement + aides de minimis	21900		
<b>Montant crédit d'impôt bio déclaré</b>	<b>1600</b>		
<b>Montant crédit d'impôt bio à percevoir</b>	<b>1600</b>		

## Cas 2 : Demande d'aide bio dans le cadre de la PAC = 2 800 €

### - Les aides de minimis inférieures à 20 000 €

<b>Crédit d'impôt bio avant majoration</b>	<b>3500</b>		
Monsieur X en individuel ou société	1		
Majoration crédit	3500		
Crédit d'impôt bio après majoration	3500		
<b>Aides PAC bio 2021</b>	<b>2800</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement	1200		
Quote part / participation ds une société de personne	0		
Crédit d'impôt brut avant plafonnement	1200		
<b>Aides de minimis année fiscale en cours et N-2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Dégrevement MSA		500	
Crédit d'impôt BIO(N-1 et N-2)		200	200
Dégrévement taxe foncière Non bâti bio	1000	1000	1000
Aide installation Collectivité	2500		
Autres...			
<b>TOTAL Aides de minimis</b>	<b>6400</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement + aides de minimis	7600		
<b>Montant crédit d'impôt bio déclaré</b>	<b>1200</b>		
<b>Montant crédit d'impôt bio à percevoir</b>	<b>1200</b>		

### - Si les aides de minimis = 20 000 € ou supérieures à 20 000 €

<b>Crédit d'impôt bio avant majoration</b>	<b>3500</b>		
Monsieur X en individuel ou société	1		
Majoration crédit	3500		
Crédit d'impôt bio après majoration	3500		
<b>Aides PAC bio 2021</b>	<b>2800</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement	1200		
Quote part / participation ds une société de personne	0		
Crédit d'impôt brut avant plafonnement	1200		
<b>Aides de minimis année fiscale en cours et N-2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Dégrevement MSA		500	
Crédit d'impôt BIO(N-1 et N-2)		200	200
Dégrévement taxe foncière Non bâti bio	1000	1000	1000
Aide installation Collectivité	2500		
Autres...			13000
<b>TOTAL Aides de minimis</b>	<b>19400</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement + aides de minimis	20600		
<b>Montant crédit d'impôt bio déclaré</b>	<b>600</b>		
<b>Montant crédit d'impôt bio à percevoir</b>	<b>600</b>		

### Cas 3 : Participation dans plusieurs sociétés

Attention Monsieur X peut avoir des parts dans une autre société qui demande également un crédit d'impôt bio.

Il doit alors déclarer la quote-part qu'il perçoit au titre de cette autre société ; si le crédit d'impôt total perçu par Monsieur X dépasse les 3500 €, il lui sera plafonné à 3500 €.

La société doit déclarer le crédit d'impôt bio avec le [Cerfa n°2069-RCI-SD](#) et y adjoindre les déclarations de CI bio ([cerfa 2079-BIO-SD](#)).

Monsieur X a une entreprise individuelle et une EARL avec sa femme (30 % des parts pour monsieur et 70 % des parts pour madame).

Les deux entreprises sont en AB, les aides *de minimis* ne sont pas dépassés et seul Monsieur X demande des aides bio dans le cadre de la PAC : 1 000 €.

La demande de CI est effectuée pour les 2 structures :

- L'EARL bénéficie de 3 500 € de CI qu'elle demande directement au titre de l'impôt sur les sociétés :

<b>Crédit d'impôt bio avant majoration</b>				<b>3500</b>
EARL XY				1
Majoration crédit				3500
Crédit d'impôt bio après majoration				3500
<b>Aides PAC bio 2021</b>				<b>0</b>
Crédit d'impôt avant plafonnement				3500
Quote part / participation ds une société de personne				
Crédit d'impôt brut avant plafonnement				3500
<b>Aides de minimis année fiscale en cours et N-2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	
Dégrevement MSA		500		
Crédit d'impôt BIO(N-1 et N-2)		200	200	
Dégrévement taxe foncière Non bâti bio	1000	1000	1000	
Aide installation Collectivité	2500			
Autres...				
<b>TOTAL Aides de minimis</b>				<b>6400</b>
Crédit d'impôt avant plafonnement + aides de minimis				9900
<b>Montant crédit d'impôt bio déclaré</b>				<b>3500</b>
<b>Montant crédit d'impôt bio à percevoir</b>				<b>3500</b>

La quote-part de Monsieur X est donc de  $3500 * 30 \% = 1050 \text{ €}$

- Pour la demande de Monsieur X, il faut intégrer sa quote-part de crédit d'impôt de l'EARL (puisqu'il est dans l'EARL en tant que personne physique) :

<b>Crédit d'impôt bio avant majoration</b>	<b>3500</b>		
Monsieur X en individuel ou société	1		
Majoration crédit	3500		
Crédit d'impôt bio après majoration	3500		
<b>Aides PAC bio 2021</b>	<b>0</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement	3500		
Quote part / participation ds une société de personne	1050		
Crédit d'impôt brut avant plafonnement	4550		
<b>Aides de minimis année fiscale en cours et N-2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Dégrevement MSA		500	
Crédit d'impôt BIO(N-1 et N-2)		200	200
Dégrevement taxe foncière Non bâti bio	1000	1000	1000
Aide installation Collectivité	2500		
Autres...			
<b>TOTAL Aides de minimis</b>	<b>6400</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement + aides de minimis	10950		
<b>Montant crédit d'impôt bio déclaré</b>	<b>4550</b>		
<b>Montant crédit d'impôt bio à percevoir</b>	<b>3500</b>		

Dans ce cas-là, le crédit d'impôt étant plafonné à 3 500 €, Monsieur ne perçoit pas l'entièreté de la quote-part EARL, ce qui est logique autrement les deux structures auraient cumulé plus de 7 000 € de CI.



## Cas concrets

### B - Cas des GAEC - transparence jusqu'à 4 associés

Pour les GAEC, le crédit d'impôt total est calculé. Puis chaque associé calcule sa quote-part en fonction de ses parts dans le GAEC et de ses aides *de minimis*.

**Cas 1 : 5 membres dans le GAEC, pas de demande d'aide bio dans le cadre de la PAC et aides *de minimis* inférieures à 80 000 € (20 000 \* 4 parts de transparence) :**

<b>Crédit d'impôt bio avant majoration</b>	<b>3500</b>		
Nb associé GAEC	5		
Nb associé GAEC majoré	4		
Majoration crédit	14000		
Crédit d'impôt bio après majoration	14000		
<b>Aides soutien bio 2021</b>	<b>0</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement	14000		
Crédit d'impôt brut avant plafonnement	14000		
<b>Aides de minimis année fiscale en cours et N-2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Dégrevement MSA	2000	6000	0
Crédit d'impôt BIO(N-1 et N-2)		9000	10500
Dégrevement taxe foncière Non bâti bio	600	1200	1200
Aide installation Collectivité	4500		
Autres...			
<b>Total Aides de minimis</b>	<b>35000</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement + minimis	49000		
<b>Montant crédit d'impôt bio déclaré</b>	<b>14000</b>		

Pour chaque associé : calcul de la quote-part :

Participation de chaque membre du GAEC dans le GAEC						
Répartition des droits sur résultat de chaque associé	% de droits détenus	Quote part du CI	CI plafonné par associé	Minimis par associé	Minimis + CI bio 2022	percevoir par associé
Monsieur X	20%	2800	2800	7100	9900	2800
Monsieur Y	20%	2800	2800	16200	19000	2800
Monsieur Z	20%	2800	2800	11700	14500	2800
Monsieur A	20%	2800	2800	0	2800	2800
Monsieur B	20%	2800	2800	0	2800	2800
<b>Total crédit d'impôt à percevoir</b>		<b>14000</b>	<b>14000</b>	<b>35000</b>	<b>49000</b>	<b>14000</b>

Chaque associé reçoit 2800 € puisqu'ils ont chacun la même quote-part dans le GAEC, le crédit d'impôt est plafonné à 14 000 € pour le GAEC ; la transparence s'appliquant jusqu'à 4 membres.

## Cas 2 : GAEC à 3 personnes

- Cas simple : pas de demande de PAC, et aides de *minimis* inférieures à 80 000 €

<b>Crédit d'impôt bio avant majoration</b>	<b>3500</b>		
Nb associé GAEC	3		
Nb associé GAEC majoré	3		
Majoration crédit	10500		
Crédit d'impôt bio après majoration	10500		
<b>Aides soutien bio 2021</b>	<b>0</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement	10500		
Crédit d'impôt brut avant plafonnement	10500		
<b>Aides de minimis année fiscale en cours et N-2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
<i>Dégrevement MSA</i>	2000	6000	0
<i>Crédit d'impôt BIO(N-1 et N-2)</i>		9000	10500
<i>Dégrevement taxe foncière Non bâti bio</i>	600	1200	1200
<i>Aide installation Collectivité</i>	4500		
<i>Autres...</i>			
<b>Total Aides de minimis</b>	<b>35000</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement + minimis	45500		
<b>Montant crédit d'impôt bio déclaré</b>	<b>10500</b>		

Pour chaque associé :

Participation de chaque membre du GAEC dans le GAEC						
Répartition des droits sur résultat de chaque associé	% de droits détenus	Quote part du CI	CI plafonné par associé	Minimis par associé	Minimis + CI bio 2022	percevoir par associé
Monsieur X	33%	3500	3500	7100	10600	3500
Monsieur Y	33%	3500	3500	16200	19700	3500
Monsieur Z	33%	3500	3500	11700	15200	3500
Monsieur A		0	0	0	0	0
Monsieur B		0	0	0	0	0
<b>Total crédit d'impôt à percevoir</b>		<b>10500</b>	<b>10500</b>	<b>35000</b>	<b>45500</b>	<b>10500</b>

- Avec demande d'aide PAC de 6000 €

<b>Crédit d'impôt bio avant majoration</b>	<b>3500</b>		
Nb associé GAEC	3		
Nb associé GAEC majoré	3		
Majoration crédit	10500		
Crédit d'impôt bio après majoration	10500		
<b>Aides soutien bio 2021</b>	<b>6000</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement	6000		
Crédit d'impôt brut avant plafonnement	6000		
<b>Aides de minimis année fiscale en cours et N-2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Dégrevement MSA	2000	6000	0
Crédit d'impôt BIO(N-1 et N-2)		9000	10500
Dégrevement taxe foncière Non bâti bio	600	1200	1200
Aide installation Collectivité	4500		
Autres...			
<b>Total Aides de minimis</b>	<b>35000</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement + minimis	41000		
<b>Montant crédit d'impôt bio déclaré</b>	<b>6000</b>		

Pour chaque associé :

Participation de chaque membre du GAEC dans le GAEC						
Répartition des droits sur résultat de chaque associé	% de droits détenus	Quote part du CI	CI plafonné par associé	Minimis par associé	Minimis + CI bio 2022	percevoir par associé
Monsieur X	33%	2000	2000	7100	9100	2000
Monsieur Y	33%	2000	2000	16200	18200	2000
Monsieur Z	33%	2000	2000	11700	13700	2000
Monsieur A		0	0	0	0	0
Monsieur B		0	0	0	0	0
<b>Total crédit d'impôt à percevoir</b>		<b>6000</b>	<b>6000</b>	<b>35000</b>	<b>41000</b>	<b>6000</b>

- Avec des quote-parts différentes par associé (40 ; 40 ; 20)

<b>Crédit d'impôt bio avant majoration</b>	<b>3500</b>		
Nb associé GAEC	3		
Nb associé GAEC majoré	3		
Majoration crédit	10500		
Crédit d'impôt bio après majoration	10500		
<b>Aides soutien bio 2021</b>	<b>0</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement	10500		
Crédit d'impôt brut avant plafonnement	10500		
<b>Aides de minimis année fiscale en cours et N-2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Dégrevement MSA	2000	6000	0
Crédit d'impôt BIO(N-1 et N-2)		9000	10500
Dégrevement taxe foncière Non bâti bio	600	1200	1200
Aide installation Collectivité	4500		
Autres...			
<b>Total Aides de minimis</b>	<b>35000</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement + minimis	45500		
<b>Montant crédit d'impôt bio déclaré</b>	<b>10500</b>		

Pour chaque associé :

Participation de chaque membre du GAEC dans le GAEC						
Répartition des droits sur résultat de chaque associé	% de droits détenus	Quote part du CI	CI plafonné par associé	Minimis par associé	Minimis + CI bio 2022	percevoir par associé
Monsieur X	40%	4200	3500	7100	10600	3500
Monsieur Y	40%	4200	3500	16200	19700	3500
Monsieur Z	20%	2100	2100	11700	13800	2100
Monsieur A		0	0	0	0	0
Monsieur B		0	0	0	0	0
<b>Total crédit d'impôt à percevoir</b>		<b>10500</b>	<b>9100</b>	<b>35000</b>	<b>44100</b>	<b>9100</b>

- Avec la même quote-part par associé mais des aides *de minimis* différentes par associé

<b>Crédit d'impôt bio avant majoration</b>	<b>3500</b>		
Nb associé GAEC	3		
Nb associé GAEC majoré	3		
Majoration crédit	10500		
Crédit d'impôt bio après majoration	10500		
<b>Aides soutien bio 2021</b>	<b>0</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement	10500		
Crédit d'impôt brut avant plafonnement	10500		
<b>Aides de minimis année fiscale en cours et N-2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Dégrevement MSA	2000	6000	0
Crédit d'impôt BIO(N-1 et N-2)		12000	12000
Dégrevement taxe foncière Non bâti bio	600	1200	1200
Aide installation Collectivité	4500		
Autres...			4000
<b>Total Aides de minimis</b>	<b>43500</b>		
Crédit d'impôt avant plafonnement + minimis	54000		
<b>Montant crédit d'impôt bio déclaré</b>	<b>10500</b>		

Pour chaque associé :

Participation de chaque membre du GAEC dans le GAEC						
Répartition des droits sur résultat de chaque associé	% de droits détenus	Quote part du CI	CI plafonné par associé	Minimis par associé	Minimis + CI bio 2022	percevoir par associé
Monsieur X	33%	3500	3500	7100	10600	3500
Monsieur Y	33%	3500	3500	19200	22700	800
Monsieur Z	33%	3500	3500	17200	20700	2800
Monsieur A		0	0	0	0	0
Monsieur B		0	0	0	0	0
<b>Total crédit d'impôt à percevoir</b>		<b>10500</b>	<b>10500</b>	<b>43500</b>	<b>54000</b>	<b>7100</b>

Note rédigée par Séverine CHASTAING (Chambre d'agriculture du Lot-et-Garonne), Noëllie LEBEAU (Chambre d'agriculture de la Creuse) et Céline MARSOLLIER (Chambre d'agriculture de la Charente-Maritime).

Avec la participation de Gaëtane VASSAL, fiscaliste à la Chambre d'agriculture du Lot-et-Garonne.

Avec le soutien de l'Europe, de l'Etat, de la Région Nouvelle-Aquitaine et de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

## Vos contacts bio dans les départements

---

### Chambre d'agriculture de la Charente : **Anne-Laure VEYSSET**

06 25 64 54 55, [anne-laure.veysset@charente.chambagri.fr](mailto:anne-laure.veysset@charente.chambagri.fr)

### Chambre d'agriculture de la Charente-Maritime : **Céline MARSOLLIER**

06 70 53 48 99, [celine.marsollier@charente-maritime.chambagri.fr](mailto:celine.marsollier@charente-maritime.chambagri.fr)

### Chambre d'agriculture de la Corrèze : **Isabelle CHEVRIER**

06 63 45 23 76, [isabelle.chevrier@correze.chambagri.fr](mailto:isabelle.chevrier@correze.chambagri.fr)

### Chambre d'agriculture de la Creuse : **Noëllie LEBEAU** et **Diane MAGNAUDEIX**

07 71 07 81 16, [noellie.lebeau@creuse.chambagri.fr](mailto:noellie.lebeau@creuse.chambagri.fr)

07 71 07 95 20, [diane.magnaudeix@creuse.chambagri.fr](mailto:diane.magnaudeix@creuse.chambagri.fr)

### Chambre d'agriculture de la Dordogne : **Laura DUPUY**

06 02 19 62 07, [laura.dupuy@dordogne.chambagri.fr](mailto:laura.dupuy@dordogne.chambagri.fr)

### Chambre d'agriculture de la Gironde : **Yann MONTMARTIN**

06 85 03 92 83, [y.montmartin@gironde.chambagri.fr](mailto:y.montmartin@gironde.chambagri.fr)

### Chambre d'agriculture des Landes : **Emmanuel PLANTIER**

06 85 09 73 72, [emmanuel.plantier@landes.chambagri.fr](mailto:emmanuel.plantier@landes.chambagri.fr)

### Chambre d'agriculture du Lot-et-Garonne : **Séverine CHASTAING**

06 77 01 59 97, [severine.chastaing@cda47.fr](mailto:severine.chastaing@cda47.fr)

### Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques : **Ludivine MIGNOT**

06 24 44 00 27, [l.mignot@pa.chambagri.fr](mailto:l.mignot@pa.chambagri.fr)

### Chambre d'agriculture des Deux-Sèvres : **Romarc CHOUTEAU**

06 82 54 60 16, [romarc.chouteau@deux-sevres.chambagri.fr](mailto:romarc.chouteau@deux-sevres.chambagri.fr)

### Chambre d'agriculture de la Vienne : **Philippe RAIMON**

06 31 92 17 27, [philippe.raimon@vienne.chambagri.fr](mailto:philippe.raimon@vienne.chambagri.fr)

### Chambre d'agriculture de la Haute-Vienne : **Joséphine MARCELAUD**

06 67 19 14 45 [josephine.marcelaud@haute-vienne.chambagri.fr](mailto:josephine.marcelaud@haute-vienne.chambagri.fr)